

RESUME EXECUTIF

L'idée qui sous-tendait cette étude est de stimuler le développement économique, de lutter contre la pauvreté et de renforcer la sécurité alimentaire tout en gérant la fertilité des sols. En effet, le constat est que certaines pratiques culturales traditionnelles pratiquées par la majorité des agriculteurs épuisent le sol et entraînent une faible productivité agricole. Or, la croissance démographique exige une augmentation significative de la production et pour y parvenir, l'intensification agricole par le biais de la restauration et l'amélioration de la fertilité des sols figurent parmi les moyens à utiliser. Pour ce faire, le programme PARECAM a choisi de renforcer l'utilisation des engrais en promouvant la mise en place de système de distribution viable et durable.

L'ambition de l'étude est de contribuer à la définition des orientations pour une "politique" d'utilisation rationnelle des engrais. Ainsi, l'étude a permis de faire un état des lieux de l'approvisionnement en intrants en identifiant les facteurs favorables ainsi que les contraintes et également en explorant les moyens à mettre en oeuvre pour organiser une distribution locale qui assure une offre régulière répondant aux besoins des agriculteurs.

L'utilisation des engrais à Madagascar reste marginale, et conditionnée par divers facteurs tels que la rentabilité, la disponibilité physique en quantité, qualité et coût acceptable, l'accessibilité des sources de financement, l'importance ou non des aléas climatique et la maîtrise de l'eau. Sur les dix dernières années, le niveau d'importation d'engrais se situe à une moyenne de 21.000 Tonnes annuelles sauf en cas d'opérations spécifiques menées par le Gouvernement Malagasy.

Pour le programme PARECAM, la distribution et la facilitation de l'accès aux engrais et produits phytosanitaires sont mises en oeuvre par les projets partenaires qui ont développé chacun leur propre approche : i) système de vente à crédit aux producteurs en partenariat avec des IMF ou des structures distributrices, ii) appui direct aux structures distributrices par la dotation de stock initial et iii) subvention partielle sur les prix pratiqués au niveau des producteurs en fonction des critères de vulnérabilité. L'analyse des mécanismes mis en place par les différents projets a permis d'identifier "les bonnes pratiques", d'ailleurs du côté des producteurs, l'ensemble des personnes rencontrées sur terrain est globalement satisfait, mais c'est plutôt au niveau du processus d'évaluation de la demande, généralement surévaluée, qui nécessite une amélioration. En effet, cette situation entraîne de problème de gestion de stock et de non remboursement (obligation de déstockage par vente à crédit). Les points à améliorer concernent surtout l'accompagnement par les projets des organisations des producteurs afin de réduire le niveau d'implication des projets au niveau opérationnel de la distribution (identification de besoin, commande, livraison) afin d'assurer la durabilité du système.

L'étude a fait ressortir que parmi les critères qui influencent l'efficacité du système de distribution, figurent (i) la détermination de la demande : les "formules" de fertilisation et donc les besoins varient en fonction des régions d'intervention (les sols et les conditions climatiques étant différents) par conséquent, la vulgarisation de "formule unique" n'est pas économiquement rentable, il faut déterminer les options de fertilisation "optimale" pour

chaque région. (ii) l'accès au financement : les distributeurs ont besoin de financer "leur stock" et les agriculteurs hésitent à acheter des intrants quand ils ne disposent pas de fonds de roulement suffisant, l'achat de nourritures et les activités "sociales" passent en priorité, (iii) les autres mesures d'accompagnement : formations diverses¹ pour les agriculteurs et les distributeurs.

1 techniques culturales par exemple pour les agriculteurs : labour, désherbage, modes de semis, association et rotation culturales,

Les rôles de l'Etat sont également très importants : élaboration et mise en oeuvre de réglementations, construction et entretien des infrastructures, mise en place de système d'information, financement de la recherche agricole, facilitation de la vulgarisation. L'intégration par l'Etat de **Rapport d'étude Appui à la mise en place d'un système de distribution d'intrants** Page 9

groupement économique “régional” peut aussi aider à avoir une économie d’échelle et aura une incidence favorable sur les prix.

En tenant compte des différences entre les régions d’intervention de PARECAM, deux types de systèmes de distribution d’intrants sont proposés : le système 3P (Partenariat Privés – Producteurs) et le système VUE (Vulgarisation de l’Utilisation d’Engrais et des produits phytosanitaires). Le premier système s’adresse aux régions où la rentabilisation du système sera relativement facilitée par diverses conditions favorables et le deuxième système permettra d’aider les régions “défavorisées” à introduire l’utilisation d’intrants. Les points communs des deux systèmes, c’est le fait d’être modulables en fonction des conditions réelles des zones d’intervention et aussi de faciliter la mise en place d’une subvention selon la nécessité.

L’étude constitue un pas vers une organisation de la distribution d’engrais, mais avant d’arriver à la mise en place de systèmes de distribution gérés par des privés professionnels capables de répondre aux besoins des agriculteurs selon chaque région et à des prix accessibles, des réponses doivent être apportées à certaines questions : comment réduire les coûts et améliorer la qualité des services ? Est-il possible d’instaurer un cadre “serein” pour le commerce, c’est-à-dire sans intervention de l’Etat ?

D’autre part, la caractérisation “approfondie” de chaque région, surtout du point de vue économique et environnemental, permettra de choisir les itinéraires techniques les mieux adaptées c’est-à-dire la “formule” d’engrais qui a la meilleure rentabilité économique, ce qui aura un impact sur la demande ; ainsi, il serait plus aisé d’identifier les régions à prioriser pour le développement du marché de l’engrais.

Pour les régions où il serait plus difficile de “rentabiliser” l’engrais, d’autres actions préliminaires impliquant les projets ou les représentants de l’Etat seront nécessaires. En effet, l’analyse des différentes contraintes à l’utilisation d’intrants démontre que pour “booster” l’utilisation d’intrants, certains facteurs qu’on peut qualifier de mesures d’accompagnements s’avèrent indispensables, ce sont (i) l’assurance de débouchés, (ii) des prix rémunérateurs et (iii) une information/formation systématique. La subvention partielle (dégressive), l’introduction des cultures à rentabilité économique importante ainsi que la mise en place de fonds de garantie face aux risques climatiques sont également nécessaires.

Enfin, ce qu’il ne faut pas oublier, c’est que l’utilisation d’engrais va de pair avec celle d’autres intrants notamment les semences améliorées.